



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr.
GÉNÉRALE

CMW/C/SR.48
18 janvier 2010

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ POUR LA PROTECTION DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS
MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE

Cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 48^e SÉANCE*

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le vendredi 3 novembre 2006 à 15 h 00

Président: M. KARIYAWASAM

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 73 DE LA CONVENTION (*suite*)

ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES (*suite*)

CLÔTURE DE LA SESSION

* Il n'a pas été établi de compte rendu pour la 47^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 20.

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DE LA CONVENTION (point 3 de l'ordre du jour) (*suite*)

Observations finales sur le rapport initial du Mexique

1. À l'invitation du Président, M^{me} CUBÍAS MEDINA donne lecture des principaux points des observations finales que le Comité a adoptées lors de sa précédente séance consacrée au rapport initial du Mexique*.
2. M. BRILLANTES note que la construction d'une clôture le long de la frontière séparant le Mexique et les États-Unis d'Amérique comporte des aspects positifs et des aspects négatifs en ce qui concerne la migration et la situation des travailleurs migrants. Il demande s'il serait pertinent que le Comité les mentionne ou pas.
3. M. TAGHIZADE, appuyé par M. ALBA, dit que le Comité doit se garder de soulever des polémiques dans des pays non parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, car de tels débats ne relèvent pas sa compétence.
4. Le PRÉSIDENT signale que ces questions sont traitées par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants.

ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES (point 6 de l'ordre du jour) (*suite*)

5. M. ALBA indique qu'une réunion est prévue en 2007 afin de mettre au point un forum mondial sur la migration et le développement faisant suite au Dialogue de haut niveau sur la migration et le développement, tenu par l'Assemblée générale en septembre 2006. Il demande s'il est souhaitable que le Comité prenne l'initiative de participer à cet événement, par exemple en envoyant un observateur. Il est important de signaler que ce forum se tiendra à Bruxelles, où est également basée la Plate-forme internationale des ONG sur la Convention relative aux travailleurs migrants.
6. Le PRÉSIDENT indique que, contrairement au Dialogue de haut niveau, cet événement n'est pas placé sous l'égide des Nations Unies. De ce fait, le Comité ne pourra y participer que s'il est invité à le faire par les organisateurs, en l'occurrence le Gouvernement belge. Il serait sans aucun doute utile de pouvoir participer sous une forme ou une autre, afin de promouvoir l'approche fondée sur les droits en matière de migration. Il suggère que le secrétariat demande aux organisateurs s'il est possible d'inviter le Comité à participer. Il espère que la réponse sera donnée avant la prochaine session du Comité en avril 2007.

7. *Il en est ainsi décidé.*

* Document CMW/C/MEX/CO/1, à publier ultérieurement.

8. M. TAGHIZADE estime qu'il serait utile de demander au secrétariat d'associer d'autres organisations, telles que l'Organisation internationale du Travail ou l'Organisation internationale pour les migrations, au travail du Comité, notamment pour discuter des divers facteurs ayant un impact positif ou négatif sur l'adhésion des États à la Convention.

CLÔTURE DE LA SESSION

9. Le PRÉSIDENT souligne que la cinquième session a été particulièrement productive. Le Comité a eu un dialogue constructif avec la délégation du Mexique au sujet de son rapport initial et a adopté des observations finales pertinentes. Il a également décidé d'organiser une journée de débat général en novembre 2007, il a évoqué le problème de la réforme des organes conventionnels et débattu sur les moyens de promouvoir la Convention. Après l'échange de compliments d'usage, le Président prononce la clôture de la cinquième session.

La séance est levée à 15 h 50.
